

Audrey Azoulay succède à Irina Bokova

Unesco L'ex-ministre française de la Culture a été préférée vendredi au candidat qatari.

Les 58 membres du Conseil exécutif de l'Unesco devaient élire vendredi soir le successeur de la Bulgare Irina Bokova à la direction générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Ils avaient le choix entre deux anciens ministres de la Culture: l'un du Qatar, Hamad bin Abdoulaziz Al-Kawari, l'autre de la France (sous François Hollande), Audrey Azoulay. Ils ont préféré celle-ci, victorieuse de justesse avec 30 voix contre 28.

Dans un contexte de crise sans précédent, dramatisé jeudi par le retrait des Etats-Unis, premier contributeur de l'organisation, la direction de l'Unesco a fait l'objet d'une lutte acharnée, confinant à la foire d'empoigne. Lundi, pour le premier des cinq tours de scrutin prévus, cinq candidats étaient encore en lice : outre les deux finalistes, l'Egyptienne Moushira Khattab (vice-présidente pendant huit ans de la Commission internationale de l'Onu sur les droits de l'enfant), la

Libanaise Vera El Khoury Lacoeyllhe (une diplomate qui siégea au Conseil exécutif de l'Unesco) et le Chinois Qian Tang (directeur général adjoint de l'Unesco pour l'éducation).

Une procédure inédite

Vendredi, alors qu'ils auraient dû n'être plus que deux pour le vote final, trois candidats s'étaient maintenus dans la course : derrière le Qatari, arrivé en tête avec 22 voix, la Française et l'Egyptienne avaient fini ex aequo lors du vote de la veille, avec 18 voix. Un scénario inédit qui a contraint l'organisation à programmer vendredi après-midi un scrutin supplémentaire pour les départager. C'est M^{me} Azoulay qui l'a finalement emporté par 31 voix contre 25, et deux votes blancs.

Le principe de l'alternance géographique plaidait a priori contre la candidature française. Depuis sa création en 1945, l'Unesco a eu dix directeurs généraux. Cinq d'entre eux étaient européens (dont un Français déjà, René Maheu, de 1961 à 1974). Deux étaient américains (mais John W. Taylor n'avait assuré qu'un bref intérim

en 1952). Les trois autres étaient mexicain, sénégalais et japonais.

Une candidature arabe controversée

L'heure semblait donc venue d'élire un représentant du monde arabe. Cependant, l'élimination des candidates égyptienne et libanaise ne laissait plus d'autre choix que le Qatari. Une option doublement controversée. D'abord à cause du pays concerné : le Qatar est accusé par ses voisins (qui le boycottent) de soutenir le terrorisme, mais aussi d'avoir acheté l'organisation de la coupe du monde de football en 2022 (d'aucuns lui reprochent aussi d'avoir fait table rase de son passé préislamique). Ensuite à cause du candidat lui-même : il a fait preuve d'une générosité quelque peu problématique pour promouvoir sa candidature auprès du Conseil exécutif et des médias, tandis que le Centre Simon Wisenthal l'accuse d'avoir parrainé des publications antisémites. Tout cela ne faisait pas de Hamad bin Abdoulaziz Al-Kawari le candidat idéal pour redorer le blason d'une institution à tort ou à raison très décriée.

Philippe Paquet